

**Nations unies - Syrie - Situation
humanitaire - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**

(New York, 29 novembre 2017)

Monsieur le Président,

Je tiens à remercier Mark Lowcock pour son exposé très complet et objectif, et à souligner combien la France est inquiète face aux derniers développements sur la situation humanitaire en Syrie. Dans ce cadre, je voudrais insister sur trois points qui me paraissent essentiels : la situation extrêmement critique des populations de la Ghouta orientale, piégées et privées d'assistance humanitaire, les attaques contre les hôpitaux et les atteintes aux soins de santé, et les restrictions persistantes d'accès de l'aide humanitaire en Syrie.

Dans la Ghouta orientale d'abord, le régime syrien a mis en place un véritable blocus qui prend en étau les populations civiles.

Des dizaines de civils ont péri ces derniers jours, victimes de l'intensification des bombardements du régime. Celui-ci continue d'utiliser la famine comme méthode de guerre : aucun convoi de l'ONU n'a été autorisé depuis celui acheminé à Douma le 12 novembre dernier. Aucune souffrance d'aucune sorte ne semble devoir être épargnée à ces populations épuisées par plus de quatre années de siège, au mépris des principes élémentaires du droit international humanitaire.

Les derniers chiffres rapportés par l'ONG Médecins sans frontières dans la Ghouta orientale sont terrifiants : les hôpitaux soutenus par MSF ont traité 576 blessés et enregistré 69 morts entre le 14 et le 26 novembre. Parmi ces victimes, un quart sont des femmes et des enfants.

Par ailleurs, comme le souligne le rapport du secrétaire général, le régime refuse toujours de donner les autorisations nécessaires pour procéder aux évacuations médicales d'urgence. Plus de 470 personnes sont concernées, dont 193 enfants. La France en appelle de nouveau aux États ayant de l'influence sur le régime pour permettre ces évacuations. Les attaques contre les civils et les infrastructures civiles doivent cesser.

Plus largement et au-delà de la Ghouta orientale, le régime continue à retirer des convois des médicaments et du matériel médical. Les médicaments et le matériel médical pour plus de 12.000 personnes ont été retirés des convois le mois dernier. Nous avons déjà eu l'occasion de dénoncer avec force au sein de ce conseil cette pratique qui est totalement inadmissible.

Tout aussi inacceptables sont les restrictions d'accès de l'aide humanitaire, qui se poursuivent en Syrie.

Le rapport du secrétaire général est sans appel : les zones de désescalade n'ont pas permis une réelle amélioration de l'accès humanitaire et des violations du droit international humanitaire y sont encore constatées. L'aide humanitaire à travers les lignes de front reste extrêmement limitée, malgré la création d'un mécanisme de coordination tripartite : en moyenne, en 2017, seulement 26% des personnes visées ont pu en bénéficier chaque mois et seulement 10% au mois d'octobre.

Les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire se poursuivent, à travers notamment toutes sortes de restrictions bureaucratiques qui ont été dûment documentées et rapportées.

Nous ne le dirons jamais assez : la priorité est d'assurer un accès humanitaire sûr, complet, immédiat, sans entrave sur l'ensemble du territoire syrien. Toute forme d'obstruction à l'acheminement de l'aide humanitaire est inacceptable et doit être fortement dénoncée et condamnée comme telle.

La France appelle les États garants des zones de désescalade à exercer pleinement leurs responsabilités pour que les violences cessent et que l'aide humanitaire parvienne sans entraves à toutes les populations dans le besoin.

Monsieur le Président,

L'acheminement transfrontalier reste à ce jour un élément absolument essentiel de la réponse humanitaire en Syrie : près de 800.000 personnes ont pu bénéficier de cette aide le mois dernier. Depuis la mise en place de ce mécanisme d'acheminement de l'aide transfrontalière en juillet 2014, les Nations unies ont acheminé une aide humanitaire et sanitaire significative par ce canal, ainsi que des traitements médicaux à des millions de Syriens. Le conseil se penchera très prochainement sur le renouvellement de la résolution 2165 et nous l'appelons à faire preuve d'unité et de responsabilité pour que cet acquis fondamental soit préservé : il est vital en effet, au sens propre, de pouvoir accéder, par les moyens les plus rapides et les plus efficaces, aux populations dans le besoin. Le renouvellement de la résolution 2165 est donc une priorité de premier plan pour la France.

Monsieur le Président,

Cette situation critique impose plus que jamais une cessation effective des hostilités sur l'ensemble du territoire, avec un véritable mécanisme de surveillance et de sanctions en cas de violations. La poursuite des bombardements rend les opérations humanitaires bien plus difficiles par nature : nous demandons donc aux garants des zones de désescalade de tout faire pour garantir leur mise en oeuvre effective.

Alors que le nouveau cycle de négociations inter-syriennes de Genève s'est ouvert hier, je tiens à rappeler que l'arrêt durable des combats et l'amélioration de la situation humanitaire ne passeront que par une solution politique, s'inscrivant dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité et du communiqué de Genève. La médiation des Nations unies, avec notre soutien à tous, par-delà nos différences, est la seule voie permettant d'obtenir une transition démocratique négociée et nous renouvelons notre plein soutien à l'envoyé spécial Staffan de Mistura.

Je souhaiterais enfin affirmer avec force que la France continuera de soutenir les opérations humanitaires. Mais ni les efforts de reconstruction, ni les demandes de contribution financière pour cette dernière n'auront de sens tant qu'une solution politique durable ne sera pas mise en oeuvre en Syrie avec notre soutien à tous.

Je vous remercie./.